



# FRANCE

## Après la rentrée, l'agacement des professeurs domine

Emmanuel Macron a multiplié les annonces depuis dix jours. Sans répondre aux problèmes prioritaires, selon les enseignants

### TÉMOIGNAGES

Ils sont arrivés dans les boîtes mail des directeurs d'école et des chefs d'établissement le jour de la rentrée, lundi 4 septembre : des « flyers » à transmettre aux parents d'élèves pour les informer de « ce qui change pour [leur] enfant » en cette rentrée 2023. Sur ces documents, une liste de mesures politiques annoncées ces derniers mois à tous les niveaux de la scolarité, comme celles concernant la lecture et l'écriture à l'école primaire, le soutien scolaire en 6<sup>e</sup>, la découverte des métiers au collège, le harcèlement, le remplacement des enseignants dans le second degré, la réforme du lycée professionnel... « Nous vous remercions de bien vouloir le distribuer aux familles, en complément des documents et indications que vous leur diffusez lors de cette rentrée », requiert le mail, signé du ministère de l'éducation nationale.

Les réactions ont été vives. Plusieurs syndicats, comme le SNUipp-FSU ou le SE-UNSA, ont

d'ailleurs appelé à ne pas communiquer ce fascicule. Nathalie (les personnes citées par leur prénom n'ont pas voulu donner leur nom) ne décolère pas depuis qu'elle les a reçus. « Il est écrit qu'on va faire plus de tout : plus de lecture, plus d'écriture, plus de mathématiques, plus de sport... Mais le temps scolaire reste le même. On va finir par faire lire nos élèves en courant!, s'emporte cette directrice d'école bretonne. Il faudrait déjà que les politiques prennent conscience de tout ce qu'on fait. »

« Je crois que c'est la première fois que je vois une communication aussi politique et susceptible de contestation », s'étonne aussi Thibaut, professeur d'histoire-géographie en lycée, dans l'académie de Reims. Il a été stupéfait de découvrir que l'augmentation de salaire des enseignants figurait sur ces documents. « Que dit-on aux parents ? Que la qualité du service doit forcément s'améliorer parce qu'on a donné une centaine d'euros en plus aux enseignants, avec des chiffres présentés de ma-

nière partielle et sans préciser que ça ne couvre même pas l'inflation de cette année pour la majorité des professeurs ? », s'agace-t-il.

### « Ecran de fumée »

L'exaspération a gagné la profession d'autant plus vite que cette communication institutionnelle s'ajoute à une rentrée politique particulièrement rythmée pour le ministre de l'éducation nationale, Gabriel Attal, et pour le président de la République, Emmanuel Macron, qui ont multiplié les interventions et les annonces ces dernières semaines.

Géraldine a beau entamer sa trentième année en tant que professeure d'histoire-géographie au collège et être « habituée » à voir se cristalliser les attentions politiques et médiatiques sur le rituel de la rentrée scolaire, cette fois, « de fatigue », elle a fini par éteindre la télé et la radio. « Maintenant, c'est chaque jour une nouvelle idée du président pour l'école, on se croirait au Café du Commerce ! », s'énerve-t-elle en évo-





quant l'une des dernières propositions du chef de l'Etat, formulée face au youtubeur Hugo Travers le 4 septembre et présentée comme « hyper importante » : « Avoir des élèves de 6<sup>e</sup> qui plantent des arbres dès cette année. »

Comme de très nombreux enseignants, elle a été affligée que l'interdiction du port de l'abaya et du qamis dans l'environnement scolaire ou les futures expérimentations de l'uniforme occupent un large pan des discours politiques. « Je ne dis pas que ce n'est pas un sujet, mais ce n'est pas le sujet prioritaire. C'est un écran de fumée qui masque toutes les autres problématiques de l'éducation nationale », estime Géraldine.

A commencer par les difficultés à garantir un enseignant devant chaque classe, à la rentrée et tout au long de l'année. Même si la session 2023 des concours enseignant a été moins critique que celle de 2022, elle s'est de nouveau soldée par près de 3 000 postes vacants aux concours externes. Si le ministère et tous les rectorats assurent que la rentrée a été « préparée » et les manques « mieux anticipés » grâce au recrutement de contractuels, des carences persistent.

Laure a ainsi reçu un mail du proviseur du lycée de son fils, en 2<sup>de</sup> à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), l'informant que ce dernier n'avait pas de professeur de sciences économiques et sociales. « Le problème est connu depuis le mois d'avril, et aucune solution n'a été trouvée alors que ça concerne aussi une classe de terminale », précise cette mère de famille, également enseignante de physique-chimie à Saint-Jean-de-Luz. Gabriel Attal a reconnu lui-même lundi qu'il pouvait y avoir « des difficultés ici ou là » et qu'il « [pouvait] manquer » de professeurs dans des collèges et des lycées.

Les équipes pédagogiques s'inquiètent par ailleurs comme chaque année des conditions d'accueil des élèves en situation de

handicap, dont le nombre a bondi de 321 000 à plus de 500 000 entre 2017 et 2023. « Le manque d'AESH [accompagnant d'élèves en situation de handicap] est criant, assure Emilie Garcia, enseignante en école maternelle, représentante SNUipp-FSU en Seine-Saint-Denis. Or, commencer l'année sans AESH, c'est pénalisant pour l'élève, pour l'enseignant et pour l'ensemble de la classe. Tout le monde en subit les conséquences. »

### « Culpabilisant »

Outre le manque de personnel, de nombreuses alertes ont été émises en cette rentrée sur les effectifs de classe dans le second degré. Si le ministère de l'éducation nationale met en avant la poursuite du dédoublement des classes de grande section à douze élèves en réseau d'éducation prioritaire, et le « plafonnement » de toutes les classes de CP et de CE1 à vingt-quatre élèves – annonce dont les enseignants du premier degré contestent l'effectivité –, dans le secondaire, la hausse du nombre d'élèves couplée à la réduction du nombre de postes d'enseignant font grimper le nombre d'élèves par classe en collège et en lycée depuis plusieurs années.

A tel point que certains établissements se sont mobilisés dès la rentrée : au lycée Gustave-Eiffel de Gagny, en Seine-Saint-Denis, les enseignants se sont par exemple mis en grève jeudi 7 septembre. « Nous avons cinq classes de 2<sup>de</sup> à trente-six élèves, un groupe de 1<sup>re</sup> à trente-sept, et ma classe de terminale technologique compte trente-trois élèves. C'est impossible de dire qu'on fait cours dans des conditions correctes », dénonce Claire Fortassin, professeure de philosophie et militante au SNES-FSU, racontant les « tables et les chaises ajoutées dans certaines salles » pour faire asseoir tous les élèves. En lycée, les effectifs à plus de trente élèves concernent plus de 70 % des classes, dont 20 % à

plus de trente-cinq. Des conditions d'autant plus difficiles en cette rentrée, rappellent les enseignants, que tout le territoire métropolitain a été écrasé sous des températures de plus de 30 °C qui ont fait surchauffer de nombreux établissements scolaires, inadaptés à la chaleur.

A ces enjeux désormais structurels s'ajoute une vive préoccupation quant à la mise en œuvre du pacte enseignant, pour lequel les professeurs doivent se positionner dès le début d'année. La plupart des nouvelles mesures pédagogiques annoncées pour cette rentrée n'ont été financées que par le biais de ce nouveau système, et reposent donc sur les enseignants en poste, largement opposés à un dispositif consistant à proposer plus de missions en échange d'une rémunération additionnelle.

« Le pacte suscite beaucoup de questions, surtout en lycée professionnel », raconte Catherine Ambeau, professeure de lettres et d'histoire, et représentante du SE-UNSA dans l'académie de Bordeaux. « Si je ne m'y inscris pas, je contribue à construire une inégalité territoriale. Ce n'est pas simple à assumer pour les collègues. C'est culpabilisant, alors que nos métiers nous tiennent tellement à cœur. » Comme beaucoup de ses collègues, elle déplore ces annonces qui se succèdent sur l'éducation. « Nous, on a juste envie de faire notre métier. Si l'école tient, c'est tout de même grâce à nous. » ■

SYLVIE LECHERBONNIER  
 ET ÉLÉA POMMIERS

**« Maintenant, c'est chaque jour une nouvelle idée du président pour l'école, on se croirait au Café du Commerce ! »**

GÉRALDINE  
 professeure au collège





**Emmanuel Macron, au collège Daniel-Argote, à Orthez (Pyrénées-Atlantiques), le 5 septembre. POOL/VIA REUTERS**

